



LES POPULISMES AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019

DIVERSITÉ IDÉOLOGIQUE
ET PERFORMANCES ÉLECTORALES

GILLESIVALDI

INTRODUCTION

Dans la décennie qui vient de s'écouler, l'essor des partis et entrepreneurs populistes a constitué un phénomène politique majeur au sein des nations occidentales¹. Les résultats des élections nationales récentes en Italie, en Allemagne, en Espagne, en France, en Autriche ou aux Pays-Bas ont témoigné de la dynamique électorale de mouvements populistes distribués sur l'ensemble de l'axe gauche-droite.

Au regard des succès nationaux des partis populistes, les élections européennes de mai 2019 constituaient un test grandeur nature de la mesure de l'influence de ces mouvements au sein des pays de l'Union européenne. Les résultats du scrutin européen se lisent, nous allons le voir, à l'aune de la diversité du phénomène populiste tel qu'il se développe aujourd'hui sur l'ensemble du continent.

Ces résultats ont témoigné d'un fort recul des forces populistes de gauche en France, en Espagne ou en Grèce, notamment, là même où ces formations avaient enregistré une poussée significative, nourrie par la crise économique et financière de 2008. À l'est de l'Europe, le scrutin a confirmé l'audience à la baisse de partis populistes centristes « réformistes ». À droite, enfin, les mouvements populistes ont, à quelques exceptions près, essentiellement consolidé des positions acquises, pour la plupart, dans le sillage de la crise des réfugiés de 2015.

1. Voir les ouvrages récents de Bertrand Badie et Dominique Vidal (éd.), *Le Retour des populismes. L'état du monde 2019*, Paris, La Découverte, 2019 ; Gilles Ivaldi, *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2019.

VARIÉTÉS DE POPULISME

Dans sa version contemporaine, le populisme ne constitue pas un phénomène uniforme et se donne à voir sous de multiples occurrences. Trois grandes « variétés » de populisme occupent aujourd'hui le devant de la scène politique européenne, majoritairement à droite mais également à gauche et au centre. Les enquêtes comparatives d'experts des partis politiques témoignent de cette distribution du populisme sur l'ensemble du spectre idéologique (voir figure 1).

S'ils se situent, nous allons le voir, dans des espaces politiques différents, les acteurs populistes partagent une même matrice idéologique autour de trois notions fondamentales que sont le peuple, l'élite et la volonté populaire (voir encadré). Sous ses formes diverses, le populisme s'affirme également aujourd'hui comme une des principales forces de résistance à l'intégration européenne. Pour la plupart d'entre eux, les partis populistes en Europe sont d'abord des partis radicaux, porteurs d'un projet de refonte en profondeur des institutions de l'Union européenne.

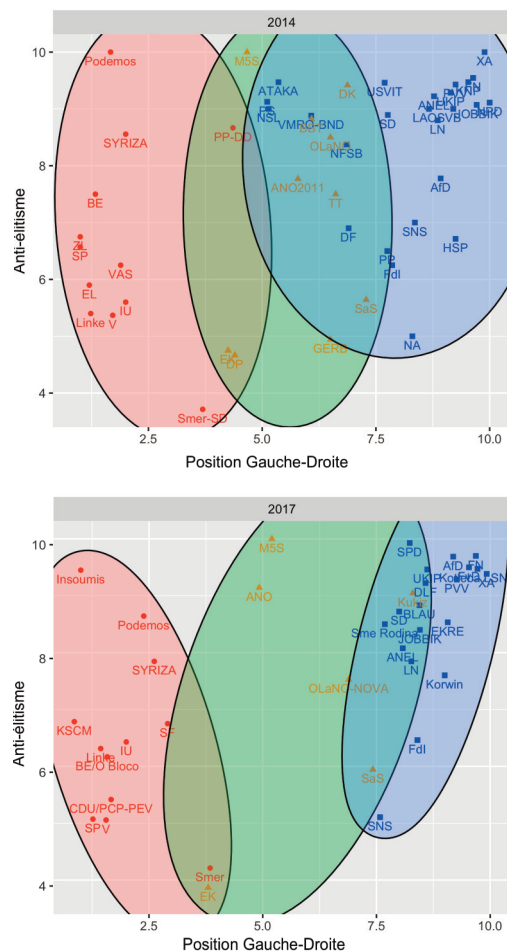
À droite, le populisme est associé à la droite radicale nationaliste. Il s'agit souvent d'acteurs déjà anciens tels que le FPÖ autrichien, la Ligue de Matteo Salvini en Italie ou le Rassemblement national (RN) français. Ce type de populisme est profondément structuré par le nationalisme autoritaire et politise traditionnellement les enjeux relatifs à l'immigration, à l'identité nationale et à la sécurité. Depuis le milieu des années 1990, l'hostilité à l'Europe de Maastricht constitue un autre point nodal de l'agenda politique de ces mouvements.

Si nombre de ces partis, tels le FPÖ en Autriche ou le RN en France, puisent leurs racines historiques dans la mouvance d'extrême droite post-1945, la plupart d'entre eux se sont, en apparence tout au moins, détachés de la filiation doctrinale des fascismes de l'entre-deux-guerres, s'agissant notamment du racisme biologique, de l'antisémitisme ou du rejet des institutions démocratiques. À l'instar du mouvement lepéniste en France, la plupart de ces acteurs ont, en outre, entrepris de longue date un travail de « respectabilisation », au point de devenir des partenaires de coalition fréquentables pour la droite classique dans de nombreux pays, à l'image de l'Italie, des Pays-Bas, du Danemark, de la Norvège ou de l'Autriche.

Cette droite radicale populiste se développe également, nous allons le voir, en Europe de l'Est et dans les États baltes. Elle s'y incarne dans des mouvements nationalistes tels que Nous sommes une famille (Sme Rodina) de l'homme d'affaires Boris Kollár en Slovaquie, Liberté et démocratie directe (SPD) de Tomio Okamura en République tchèque ou le Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE) de Mart Helme. Depuis plus d'une dizaine d'années, le populisme nationaliste y infuse, en outre, un ensemble de partis conservateurs radicalisés, notamment sur les questions relatives à l'immigration ou à l'intégration européenne. Les exemples les plus notables de cette dérive « illibérale » demeurant sans conteste le Fidesz de Viktor Orbán en Hongrie et Droit et Justice (PiS) de Jarosław Kaczyński en Pologne.

À cela il faut ajouter, pour terminer, la présence résiduelle de groupuscules néofascistes et mouvements ultranationalistes violents tels que Aube dorée (XA) en Grèce ou le Parti populaire « Notre Slovaquie » (L'NS) de Marian Kotleba. Si ces mouvements n'entrent pas à proprement parler dans la catégorie des « populismes », ils partagent cependant avec la droite radicale une même critique des élites « cosmopolites » et un nationalisme exacerbé.

FIGURE 1
Les espaces politiques du populisme en Europe en 2014 et 2017*



À l'autre extrémité de l'axe politique évoluent des formations populistes de gauche telles que Podemos en Espagne, Syriza en Grèce ou La France insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon. Inspirés notamment de la réflexion du courant « post-marxiste », ces partis ont formulé une nouvelle stratégie populiste, éloignée de la gauche radicale classique, en tentant notamment de s'émanciper du clivage gauche-droite traditionnel pour lui substituer la lecture verticale caractéristique du populisme, au travers de l'opposition du « peuple » et des « élites ». À l'image de Podemos en Espagne, ce populisme s'est amplement nourri des mouvements sociaux qui ont émergé à la suite de la crise financière de 2008, tels les Indignados et le Movimiento 15-M.

Ce populisme de gauche radicale structure également le programme politique du Mouvement pour la démocratie en Europe 2025 (DiEM25) animé, entre autres, par l'ancien ministre des Finances grec Yánis Varoufákis, et dont le manifeste reprend l'essentiel des thèmes populistes à gauche, tels que l'appel au « peuple souverain » contre les « oligarchies », la dénonciation de la « trahison des partis au pouvoir » ou le rejet des « puissances économiques »². Avec, en arrière-plan, une critique souvent virulente de l'Union européenne. À gauche, la crise économique et financière de 2008 a polarisé les positions de mouvements tels que Syriza en Grèce, le Sinn Féin irlandais, Podemos en Espagne ou LFI en France, quand bien même l'euroscépticisme de ces partis demeure plus modéré que celui des droites radicales. En dépit de leur tradition internationaliste, ces diverses formations se sont engagées dans une critique plus virulente de l'Europe, dénonçant son orientation « néolibérale » et l'austérité qu'elle aurait imposée aux « peuples » européens pendant la crise.

En Europe de l'Est, enfin, le populisme prospère sous la forme de partis centristes anti-establishment. Ce « centro-populisme » opère essentiellement sur des thématiques anti-élites, sur la dénonciation de la corruption et la promotion de la démocratie directe. Il s'incarne dans de nombreux partis, tels l'Alliance des citoyens mécontents (ANO) en République tchèque, Liberté

* La position de chaque parti sur l'axe gauche-droite est mesurée sur une échelle de 0 (extrême gauche) à 10 (extrême droite) ; le degré de populisme est approximé à partir de l'échelle de saillance des thèmes anti-élites pour chaque parti, sur une échelle allant de 0 (absence de ces thèmes) à 10 (présence très forte des thèmes anti-élites).

Données non pondérées.

Source : Chapel Hill Expert Survey, 2014 (N = 28 pays européens) & 2017 (N = 14 pays européens).

2. DiEM25, *L'Union européenne va se démocratiser. Ou elle va se désintégrer*, Manifeste.

3. Paul Lewis, « Rage, rapture and pure populism: on the road with Nigel Farage », *The Guardian*, 19 mai 2019.

et Solidarité (SaS) en Slovaquie, Kukiz'15 en Pologne ou le KPV letton d'Artuss Kaimiņš.

À l'ouest, ce modèle de populisme est visible notamment dans le positionnement du Mouvement 5 étoiles (M5S) en Italie, qui, avant son alliance récente avec le Parti démocrate de Nicola Zingaretti, s'est longtemps situé en dehors des référentiels classiques de la gauche et de la droite. À certains égards, le nouveau Brexit Party créé en janvier 2019 pourrait entrer dans cette dernière catégorie de populisme centriste. Le mouvement de Nigel Farage entend lui aussi transcender les frontières de la gauche et de la droite et, pour reprendre ici les termes de Nigel Farage, combattre la « coalition des politiciens contre le peuple »³.

Contrairement aux droites radicales, les centro-populismes sont plus partagés sur la question européenne. L'hostilité à l'Europe demeure, par exemple, moins marquée pour des mouvements tels que le Parti du centre (EK) en Estonie ou l'ANO en République tchèque. Elle est beaucoup plus nette en revanche pour des partis comme le M5S en Italie, Liberté et Solidarité (SaS) de Richard Sulík en Slovaquie ou le Kukiz'15 en Pologne.

PAS DE RÉELLE « VAGUE » POPULISTE EN MAI 2019

Les populismes ont connu des fortunes électorales diverses à l'occasion des élections européennes de mai dernier, dans un contexte globalement moins porteur pour les forces protestataires anti-establishment. Par ailleurs, les cycles électoraux et les enjeux nationaux ont continué de peser sur les performances des formations populistes, éclairant certains des ressorts « domestiques » de leurs succès ou de leurs revers dans les urnes.

UN CONTEXTE MOINS FAVORABLE

En 2014, les élections européennes avaient eu lieu dans un fort climat de défiance face à une Europe en crise, confrontée aux multiples répliques et répercussions économiques du séisme financier de 2008. D'une façon générale, le scrutin européen de mai 2019 s'est déroulé dans un contexte relativement moins porteur pour les partis populistes.

Les élections de 2019 ont tout d'abord marqué le retour d'une relative confiance dans l'Union européenne face, notamment, aux incertitudes géopolitiques globales, autour du Brexit ou de la présidence pour le moins imprévisible de Donald Trump aux États-Unis. À quelques semaines du scrutin, pas moins de 61 % des citoyens européens estimaient que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne était « une bonne chose », le niveau le plus haut de confiance enregistré depuis la chute du mur de Berlin. Pour

plus des deux tiers d'entre eux (68 %), les Européens interrogés estimaient en outre que « leur pays a bénéficié de l'appartenance à l'Union européenne » et seule une infime minorité (14 %) affirmait qu'elle se prononcerait en faveur d'un « exit » de l'Union dans l'hypothèse d'un référendum⁴.

Ce regain de popularité de l'Union européenne s'est inscrit dans une conjoncture plus favorable marquée par le maintien de la croissance dans l'ensemble des États membres, accompagnée d'une baisse du chômage à moins de 7 % dans la zone euro, le taux le plus bas enregistré depuis le début des années 2000. Si la question migratoire a incontestablement pesé encore dans plusieurs États membres, à l'image de l'Italie, de la Belgique, des Pays-Bas ou de la Suède notamment, les enjeux relatifs à l'afflux de réfugiés du Moyen-Orient ont perdu de leur saillance à l'occasion des élections européennes de 2019.

Les données d'enquête témoignent de cette restructuration, au moins partielle, de l'agenda politique : en 2019, les enjeux économiques et environnementaux ont dominé la décision de voter pour 44 % et 37 % respectivement des électeurs au sein de l'Union européenne, devant les questions relatives à la promotion des droits de l'homme (37%) et à la construction européenne (36 %), l'immigration arrivant en cinquième position pour un peu plus d'un tiers (34 %) des répondants⁵. Les enjeux environnementaux, en particulier, demeurent, on le sait, globalement moins porteurs pour le vote populiste, à droite de l'échiquier politique mais également à gauche où, en dépit d'une plateforme de transition écologique, des formations telles que Podemos ou La France insoumise ont subi la concurrence directe des Verts sur ces questions. À droite, le populisme reste jusqu'à présent dominé par le climato-scepticisme⁶, sur fond de rejet plus général des élites, des « experts » et des scientifiques auxquels les populistes opposent volontiers le « bon sens » populaire.

Par ailleurs, les élections de mai 2019 ont vu pour la première fois depuis 1979 une hausse notable de la participation, à 50,6 % sur l'ensemble de l'Union européenne, contre 42,6 % en 2014, et au plus haut depuis le milieu des années 1990. Les données de l'enquête post-électorale européenne montrent une mobilisation plus élevée en particulier chez les plus jeunes – avec un différentiel de +14 points chez les moins de 25 ans et +12 points chez les 25-39 ans – et auprès des électeurs les plus attachés à la construction européenne.

S'il n'existe pas de corrélation directe entre ce regain de participation et les performances des partis populistes, le spectre d'une « vague » populiste en Europe paraît avoir pour partie au moins pesé dans les choix électoraux en mai dernier. Interrogés à quelques semaines du scrutin, 61 % des Européens se disaient préoccupés par la poussée des partis protestataires⁷. L'ingérence de la Russie et les affinités qu'entretiennent de nombreux partis de droite radicale avec le régime de Vladimir Poutine, ou les tentatives de l'Américain Steve Bannon de fédérer une vaste coalition national-populiste contre l'Union européenne ont nourri ces inquiétudes et ont sans doute dissuadé une partie de l'électorat européen de se tourner vers les acteurs populistes.

Rappelons, enfin, que le scrutin européen demeure encore assez largement indexé sur les cycles et enjeux électoraux nationaux, ainsi qu'en ont témoigné, par exemple, l'irruption soudaine du Brexit Party de Nigel Farage ou, à l'inverse, la relative contreperformance du FPÖ autrichien sous le coup du scandale de l'« IbizaGate ». À l'instar des partis traditionnels, les populistes ont également subi pour la plupart d'entre eux en mai 2019 la sanction de l'exercice du pouvoir : là où ils étaient présents, soit au gouvernement, soit dans la coalition soutenant l'exécutif, les mouvements populistes, toutes tendances confondues, ont reculé d'un peu plus de 3 points en moyenne par rapport aux dernières législatives.

4. Eurobaromètre 91.1, *Eurobaromètre printemps 2019*, Parlement européen, printemps 2019.

5. Eurobaromètre 91.5, « The 2019 post-electoral survey. Have European elections entered a new dimension ? », Parlement européen, septembre 2019.

6. Voir à ce sujet l'analyse détaillée de Stella Schaller et Alexander Carius, *Convenient Truths*, Adelphi, 26 février 2019.

7. Eurobaromètre 91.1, *Eurobaromètre printemps 2019*, Parlement européen, printemps 2019.

RECU DE LA GAUCHE POPULISTE

À gauche, le populisme sort très affaibli du scrutin européen. La crise économique et financière de 2008 avait créé un contexte particulièrement propice au développement de ce populisme⁸, en particulier dans les nations d'Europe les plus affectées par l'austérité, telles que la Grèce, l'Irlande ou l'Espagne.

Pendant la crise, des partis comme Podemos, le Sinn Féin, Syriza ou La France insoumise avaient pu capitaliser électoralement sur le rejet des « élites » et la critique radicale du libéralisme économique. Ces mouvements s'étaient érigés en pourfendeurs de l'austérité « imposée » par l'Union européenne et avaient tiré profit de la crise des sociaux-démocrates, tels le Pasok en Grèce ou le PSOE en Espagne. À l'image de Jean-Luc Mélenchon en 2017 en France, leur stratégie populiste de dépassement du clivage gauche-droite leur avait permis de construire une base électorale plus large, au-delà des seules frontières du monde ouvrier, auprès de classes moyennes et de jeunes urbains ébranlés par les effets de la crise. En mai 2019, en Espagne, Podemos a, par exemple, obtenu ses meilleurs scores chez les électeurs urbains, masculins, âgés de moins de 35 ans et titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou supérieur⁹, un profil assez comparable à celui des électeurs de la liste de Manon Aubry pour LFI en France¹⁰. Au Portugal, le Bloc de gauche réalise également ses meilleures performances chez les jeunes de moins de 25 ans, auprès d'un électorat plutôt diplômé et de classe moyenne¹¹.

Les mouvements de la gauche populiste ont, pour la quasi-totalité d'entre eux, enregistré des performances à la baisse en mai dernier : en moyenne, ces formations reculent de 3,5 points par rapport à leurs scores aux dernières législatives et d'un peu plus de 2 points au regard de leurs niveaux de 2014 (voir le détail des résultats dans le tableau A.1 en annexe).

En Grèce, Syriza subit de plein fouet l'usure du pouvoir. Le parti d'Alexis Tsipras recueille 23,8 % des suffrages (6 sièges), en recul de 11,7 points par rapport aux législatives de septembre 2015. Une même sanction du pouvoir est visible en Slovaquie où la gauche populiste de Robert Fico (SMER) chute à 15,7 % des suffrages, une perte de pas moins de 12,6 points par rapport aux législatives de 2016. Au Portugal, la Coalition démocratique unitaire (CDU-PCP-PEV) de Jerónimo de Sousa paye plus modestement le prix de son soutien au gouvernement socialiste d'António Costa depuis 2015, en léger repli d'1 point par rapport aux législatives d'octobre 2015. De son côté, le Bloc de gauche (BE) maintient son niveau avec 9,8 % des voix et 2 sièges, une performance confirmée à l'occasion des législatives d'octobre 2019 où le mouvement coordonné par Catarina Martins a une nouvelle fois réuni 9,7 % des suffrages.

En Espagne, l'alliance entre Podemos et la Gauche unie (IU) tombe à 10,1 % des voix, contre 18 % en cumul pour ces deux formations lors des européennes de 2014. L'émergence récente du nouveau parti de gauche populiste, Más País, sous l'impulsion de l'ancien théoricien de Podemos, Íñigo Errejón, a constitué un nouveau défi à gauche pour Podemos aux législatives de novembre 2019, dans un paysage politique espagnol de plus en plus fragmenté et dominé par le PSOE de Pedro Sánchez.

En France, LFI retrouve peu ou prou le niveau du Front de gauche en 2014 avec 6,3 % des exprimés et 6 sièges, soit un recul de 4,7 points par rapport aux législatives de 2017, très loin de la performance présidentielle de Jean-Luc Mélenchon (19,6 %), sur fond de tensions internes et de critique du leader de La France insoumise dans les rangs mêmes de l'organisation. En Allemagne, La Gauche (Die Linke) perd elle aussi du terrain et réunit 5,5 % des suffrages, en baisse de 3,7 points par rapport aux législatives de 2017.

Aux Pays-Bas, le Parti socialiste (SP) paie le prix de ses divisions et de sa stratégie de droitisation sur la question migratoire : le SP perd 5,7 points par rapport aux législatives de mars 2017 et abandonne une partie de sa base aux travaillistes du PvdA emmenés par le très populaire Frans Timmermans. En Irlande, le Sinn Féin totalise 11,7 % des voix et recule d'un peu plus de 2 points par rapport aux législatives de février 2016. Le parti de Mary Lou

8. Cf. Hanspeter Kriesi et Takis S. Pappas (dir.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*. Colchester, ECPR Press, 2015.

9. Centro de Investigaciones sociológicas, *Avance de resultados del estudio 3245 « Macrobarómetro de abril 2019. Preelectoral elecciones al Parlamento Europeo, autonómicas y municipales 2019 »*.

10. Brice Teinturier, « Européennes 2019 : sociologie des électors », Ipsos, 26 mai 2019.

11. Alexandre Patricio Gouveia, « A análise sociológica dos eleitores », *Observador*, 15 octobre 2019.

McDonald enregistre une baisse de près de 8 points au regard du scrutin de 2014 où il avait été en mesure de capitaliser sur la colère populaire à l'égard des politiques d'austérité. Notons enfin que ce recul du populisme de gauche n'épargne pas les nations du nord de l'Europe : le Parti de gauche suédois (V), la Liste de l'unité – les Rouges et Verts (Enh) au Danemark et l'Alliance de gauche (VAS) en Finlande enregistrent tous des scores à la baisse par rapport aux dernières législatives.

Le scrutin européen de 2019 a attesté enfin de la permanence d'une coupure Est-Ouest assez nette s'agissant de la distribution du populisme de gauche. Ce dernier demeure beaucoup plus faiblement implanté dans l'ancien bloc soviétique, où le paysage politique reste largement dominé, nous allons le souligner, par les populismes de droite radicale et par les partis réformistes anti-establishment. En Slovénie, la Gauche (Levica) réunit 6,3 % des voix, en repli de 3 points par rapport aux législatives de juin 2018. En République tchèque, le Parti communiste de Bohême et Moravie (KSČM) totalise pour sa part 6,9 % des suffrages, en léger recul d'1 point par rapport aux dernières élections nationales d'octobre 2017.

Les causes de ce reflux sont multiples. La reprise timide de la croissance européenne et la baisse du chômage ont privé la gauche populiste d'une partie de l'électorat de crise, en particulier dans les tranches d'âge les plus jeunes traditionnellement moins mobilisées. Dans un certain nombre de cas, ces formations ont subi la concurrence des écologistes, en France, en Allemagne ou aux Pays-Bas notamment. À gauche, les électors populistes demeurent par ailleurs plus volatils. En Espagne, Podemos aurait perdu environ 15 % de ses électeurs de 2014 au profit du PSOE et de Ciudadanos¹² ; en France, les enquêtes montrent que moins d'un électeur sur deux (47 %) de Jean-Luc Mélenchon en 2017 s'est mobilisé en mai 2019, contre 60 % des électeurs de Marine Le Pen¹³. En Allemagne, 15 % des électeurs de Die Linke en 2017 se sont tournés vers les Verts et plus d'un quart se sont réfugiés dans l'abstention¹⁴.

Stratégiquement, enfin, beaucoup de ces partis, à l'instar de Podemos ou de LFI en France, sont aujourd'hui confrontés aux deux principaux dilemmes du populisme de gauche.

Le premier concerne, nous l'avons évoqué, le positionnement sur les questions européennes. Initialement, les forces de la gauche populiste telles que Syriza, Podemos ou LFI ont capitalisé sur des thématiques eurosceptiques « dures ». Cette critique virulente de l'Europe a été au cœur des premiers succès électoraux de la gauche populiste en Grèce ou en Espagne. En mai 2019, en revanche, ces divers mouvements ont, nous l'avons dit, sensiblement modéré leurs attaques à l'encontre de Bruxelles, adoptant une position souvent ambiguë, qui a pu les priver d'une partie de l'électorat protestataire antieuropéen.

Un second enjeu majeur du populisme de gauche est celui de son positionnement « transversal » résolument anti-establishment qui continue de l'isoler sur l'échiquier politique ou de la tentative, au contraire, de forger une alliance avec les autres forces de gauche – à l'image de l'alliance de Podemos avec la Gauche unie ou de l'appel de Jean-Luc Mélenchon en avril 2019 à créer une vaste « fédération populaire » à gauche. Plus encore, le cas de Syriza en Grèce illustre la difficulté de concilier le populisme avec la réalité de l'exercice du pouvoir et réussir la transition du populisme protestataire au statut de parti de gouvernement.

Cette tension entre des options stratégiques divergentes continue d'affaiblir et de diviser les partis de gauche populiste : en témoignent la rupture au sein de Podemos entre Pablo Iglesias et Íñigo Errejón, ou les désaccords qui existent aujourd'hui sur la ligne politique chez les « insoumis » en France. Politiquement, enfin, la gauche populiste n'est pas épargnée par les controverses et les scandales, à l'image des remous provoqués à la suite des incidents lors des perquisitions au siège de LFI en octobre 2018 ou de la polémique déclenchée par les révélations de l'achat d'une villa par Pablo Iglesias en Espagne en mai 2018.

12. « El PSOE desbana al PP como fuerza más votada en las europeas », *El País*, 19 mai 2019.

13. « Européennes 2019 : profils des électeurs et clefs du scrutin », *lfop/Fiducial*, 27 mai 2019.

14. Voir les résultats sur le site internet wahl.tagesschau.de.

UN POPULISME DE DROITE CONSOLIDÉ

Si les forces de la gauche populiste ont globalement reculé lors du scrutin européen de mai 2019, ce dernier a confirmé en revanche la stabilisation électorale des partis de droite radicale et leur présence dans la quasi-totalité des États membres de l'Union européenne (voir tableau A.2 en annexe)¹⁵. En moyenne, ces partis ont enregistré une progression d'environ 1 point par rapport aux dernières législatives dans chacun des pays concernés, et gagné autour de 2 points par rapport aux européennes de 2014.

Dans nombre de cas, cette assise électorale large du populisme de droite en mai 2019 reflète en réalité les gains antérieurs que beaucoup de ces mouvements ont enregistrés dans le sillage de la « crise » des réfugiés de 2015. En Italie, l'immigration a une nouvelle fois représenté le principal enjeu de l'élection européenne de 2019 pour 56 % des électeurs de la Ligue contre moins d'un tiers (32 %) pour l'ensemble de l'électorat transalpin¹⁶. En Allemagne, pas moins de 69 % des électeurs de l'AfD en mai dernier citent l'immigration comme leur principal motif de vote¹⁷. Ce même thème est arrivé sans surprise en tête des préoccupations des électeurs du RN en France (70%)¹⁸, un niveau identique à celui observé au sein de l'électorat du FPÖ en Autriche¹⁹.

En mai 2019, les partis de droite radicale populiste sont sortis grands gagnants dans plusieurs États membres de l'Union européenne. En Italie, la Ligue a dominé le scrutin européen et viré en tête avec 34,3 % des voix et 28 sièges, faisant de Matteo Salvini le nouvel homme fort de la politique transalpine et un candidat sérieux au leadership de la droite national-populiste

en Europe occidentale²⁰. En France, le RN totalise 23,3 % des exprimés et 22 sièges, à un niveau proche de celui de 2014. En Grande-Bretagne, le nouveau Brexit Party de Nigel Farage fait une entrée spectaculaire dans le jeu politique avec 30,5 % des voix et 29 sièges. En Hongrie, le Fidesz de Viktor Orbán recueille 52,6 % des suffrages et paraît avoir profité du bras de fer entamé par son leader avec l'Union européenne sur la question des réfugiés. Les effets électoraux de cette radicalisation idéologique des conservateurs au pouvoir sont plus visibles encore en Pologne où le PiS réunit 45,4 % des voix, soit une progression de près de 14 points par rapport à 2014.

Les droites radicales populistesregistrent également des scores à la hausse en Belgique, où le scrutin a vu le retour en force du Vlaams Belang après une longue période d'éclipse électorale. Le parti de Tom Van Grieken atteint jusqu'à 19,1 % des voix au sein du collège électoral néerlandais, en progression de 12,5 points par rapport à 2014. Outre-Rhin, l'AfD continue de surfer sur l'opposition à la politique migratoire d'Angela Merkel et réunit 11 % des voix et 11 sièges. Elle dépasse en outre les 20 % dans les Länder de l'Est, avec des pointes à plus de 30 % dans plusieurs circonscriptions de Saxe. En Espagne, Vox fait logiquement son entrée au Parlement européen avec 6,2 % des suffrages et 3 sièges (contre 1,6% en 2014), capitalisant sur ses succès récents en Andalousie en décembre 2018 (11 %) ainsi qu'aux législatives d'avril 2019 (10,3 %). En République tchèque, le SPD (Liberté et démocratie directe) de Tomio Okamura confirme son score des législatives de 2017 et recueille 9,1 % des voix et 2 sièges au parlement de Strasbourg.

La droite radicale populiste progresse en outre en Europe du Nord et dans les États baltes. En Suède, les Démocrates suédois de Jimmie Åkesson consolident très largement leur performance des législatives de septembre 2018 et doublent leur score de 2014 avec 15,3 % des suffrages (4 sièges). En Finlande, les Finns de Jussi Halla-aho réunissent 13,8 % des voix. En Estonie, le Parti populaire conservateur (EKRE) totalise 12,7 % des exprimés ; en

15. Au total, pas moins de 36 partis de ce type étaient en lice en mai dernier, auxquels il faut ajouter une petite dizaine de mouvements ultranationalistes ou néofascistes. En 2014, seuls 27 partis de droite radicale populiste étaient en compétition, flanqués de 8 formations ultras.

16. « Elezioni Europee 2019 - Analisi post-voto », Ipsos, 27 mai 2019.

17. Voir sur le site internet wahl.tagesschau.de.

18. « 22h30 : Le RN prend la première place des européennes », Ipsos, 26 mai 2019.

19. Sora/ISA, *Wahl zum Europäischen Parlament 2019 in Österreich Wahlanalyse*.

20. Notons également le score à la hausse des Frères d'Italie (FdI) de Giorgia Meloni, héritiers de la vieille tradition fasciste du MSI en Italie. Ces derniers entrent pour la première fois au Parlement européen avec 6,5 % des exprimés et 5 sièges.

Lettonie, l'Alliance nationale-Tout pour la Lettonie (NA/LNNK) recueille, pour sa part, 16,4 % des suffrages et emporte 2 sièges.

L'électorat des droites radicales populistes européennes demeure relativement hétérogène mais il est possible d'établir cependant certains éléments communs. Le capital culturel constitue une première ligne de clivage notable. En Autriche, le FPÖ a totalisé, par exemple, 29 % des voix auprès des électeurs les moins diplômés en mai dernier, contre 6 % seulement chez les titulaires d'un diplôme universitaire²¹. En France, 33 % des électeurs sans le baccalauréat ont soutenu la liste du RN, moins de 20 % chez les détenteurs d'un titre universitaire²².

Cet effet du facteur culturel se reflète, en second lieu, dans la « prolétarisation » de la base électorale de ces formations. Parce que plus exposées notamment au sentiment de compétition avec la main-d'œuvre immigrée, les catégories populaires se tournent plus massivement vers les droites populistes. Ces groupes sont, par ailleurs, généralement plus enclins aux préjugés xénophobes, aux sentiments d'aliénation politique et aux attitudes anti-establishment, qui constituent autant de facteurs du vote populiste.

Le poids des catégories populaires – ouvriers et employés des services faiblement qualifiés – est particulièrement visible pour des partis tels que le RN français et le FPÖ autrichien. En mai 2019, la liste du RN conduite par Jordan Bardella a réuni 40 % des voix chez les ouvriers et 27 % chez les employés, contre 13 % chez les cadres²³. En Italie, la Ligue a recueilli 40 % des suffrages chez les ouvriers et conservé par ailleurs sa base plus traditionnelle de petits entrepreneurs et commerçants (42 %) ²⁴. Au Royaume-Uni, le Brexit Party a obtenu ses meilleurs scores auprès des catégories populaires, en particulier chez les ouvriers qualifiés (40 %) ²⁵. Outre-Rhin,

l'AfD réalise ses performances les plus élevées chez les ouvriers (23 %) et auprès des chômeurs (21 %) ²⁶. En Suède, ce sont également les ouvriers qualifiés qui ont offert leur meilleur résultat aux Démocrates suédois en mai dernier, avec un total de 28 % des voix contre 16 % dans l'ensemble de l'électorat ²⁷.

À cet égard, les élections européennes de 2019 ont également confirmé la polarisation socio-spatiale croissante des droites populistes et l'opposition entre grandes métropoles urbaines et périphéries rurales ou périurbaines, reflétant pour partie la distribution des groupes socioéconomiques qui peuplent ces divers espaces. Cette fracture géographique a été particulièrement visible en France, en Autriche, en Italie, au Royaume-Uni ou en Europe orientale où les populistes conservateurs du PiS en Pologne ou du Fidesz en Hongrie trouvent, eux aussi, l'essentiel de leurs soutiens dans les périphéries rurales.

Une telle progression des droites radicales populistes ne doit cependant pas masquer certaines variations nationales. Traditionnellement, on le sait, les scrutins européens sont caractérisés par des effets de compensation et d'équilibrage des gains et des pertes dans les divers États membres ²⁸.

Plusieurs de ces mouvements ont, de fait, enregistré un recul en mai 2019. Au Danemark, on a assisté à une chute spectaculaire du Parti du peuple (DF) avec à peine 10,8 % des suffrages et 1 siège contre 26,6% et 4 sièges en 2014. En Autriche, la révélation de l'« Ibizaagate » a incontestablement coûté une partie de son soutien électoral au FPÖ : ce dernier recule de 8,8 points par rapport à son très bon score des législatives d'octobre 2017 et totalise 17,2 % des voix. Le parti de Heinz-Christian Strache perd près de 20 % de ses électeurs de 2014 au profit des conservateurs de l'ÖVP ²⁹. En Hongrie, en dépit de sa stratégie de « normalisation », le Jobbik connaît également une

26. « Umfragen Wähler nach Tätigkeit », site internet Wahl.tagesschau.de.

27. SVT/VALU, SVT:s vallokallundersökning EUP-valet 2019.

28. En 2014, les performances des formations populistes avaient été relativement hétérogènes et variables selon les contextes et les partis en lice. Pour une analyse détaillée des résultats de 2014, voir Gilles Ivaldi, « Réflexions sur la poussée des droites radicales populistes européennes », *Revue politique et parlementaire*, n° 1071-1072, avril-septembre 2014, pp. 125-140.

29. Sora, *EU-Wahl 2019: Wählerströme*.

21. Sora/ISA, *Wahl zum Europäischen Parlament 2019 in Österreich Wahlanalyse*.

22. Brice Teinturier, « Européennes 2019 : sociologie des électors », Ipsos, 26 mai 2019.

23. *Idem*.

24. « Elezioni Europee 2019 - Analisi post-voto », Ipsos, 27 mai 2019.

25. Lord Ashcroft, « My Euro-election post-vote poll: most Tory switchers say they will stay with their new party », Lord Ashcroft Polls, 27 mai 2019.

défaite sévère avec 6,3 % des exprimés contre 14,7 % cinq ans auparavant, face à la concurrence du Fidesz de Viktor Orbán.

Les résultats de la droite radicale populiste sont également à la baisse en Bulgarie où les trois principaux partis de droite radicale réunis au sein de la coalition des Patriotes unis lors des législatives de 2017 échouent avec un total de moins de 10 % des voix, de même que le parti Volonté (Volya) de Veselin Mareshki, partenaire de Marine Le Pen, qui termine avec 3,6 % seulement des exprimés. En Slovaquie, en dépit de sondages prometteurs, le Sme Rodina de Boris Kollár, autre allié potentiel du RN français, rate son entrée au Parlement européen avec 3,2 % seulement des suffrages. En Grèce, les populistes de l'ANEL, anciens partenaires de Syriza au gouvernement, perdent leur unique siège avec moins d'1% des voix. En Pologne, la coalition KORWIN-Wolność de Janusz Korwin-Mikke voit ses 4 sièges lui échapper et ne recueille au final que 4,6 % des voix.

À cela s'ajoutent également des processus de recomposition interne au sein de la droite populiste elle-même. En Grande-Bretagne, le Brexit Party vient presque intégralement préempter l'espace politique occupé jusque-là par l'UKIP qui se voit vidé de l'essentiel de sa base électorale de 2014 et chute à 3,2 % des suffrages – contre 26,6 % cinq ans auparavant. Aux Pays-Bas, l'émergence du Forum pour la démocratie (FvD) de Thierry Baudet avec 10,9 % des voix et 3 sièges s'est très largement faite aux dépens du PVV de Geert Wilders qui tombe pour sa part à 3,5 % et perd l'ensemble de ses sièges.

Notons pour terminer la présence de l'extrême droite néonazie et des groupes ultranationalistes (cf. tableau A.4). En 2019, les néonazis allemands du NPD échouent aux portes du Parlement. En Grèce, en revanche, l'Aube dorée recueille 4,9 % des voix et conserve 2 de ses 3 sièges ; en Slovaquie, le scrutin voit une progression notable du Parti populaire (KOTLEBA-L'NS) de Marian Kotleba avec 12,1 % des voix et 2 sièges, qui confirme la précédente percée des ultranationalistes lors des législatives d'avril 2016. Enfin, s'il ne gagne aucun siège en 2019, le Front populaire (ELAM) à Chypre, parti frère d'Aube dorée grecque, recueille pour sa part 8,8 % des exprimés (+5,6 points par rapport à 2014).

LE CENTRO-POPULISME À LA BAISSÉ

Dans les pays de l'ancien bloc soviétique, le scrutin européen a confirmé, enfin, la présence d'une pluralité de partis populistes centristes « réformistes » anti-establishment. Ces mouvements avaient éclos, pour la plupart d'entre eux, à la faveur de la crise économique de 2008. S'ils occupent encore aujourd'hui la scène politique de nombre de nations est-européennes, ces populismes centristes ont cependant généralement connu des performances à la baisse à l'occasion du scrutin de mai 2019 (cf. tableau A.3).

La chute la plus spectaculaire est sans nul doute celle du KPV letton qui recueille moins d'1 % des voix aux européennes et perd la quasi-totalité de ses électeurs des législatives d'octobre 2018 où il était arrivé en seconde position avec 14,3 % des suffrages. Miné par ses divisions internes, le parti d'Artuss Kaimiņš, surnommé le « Donald Trump letton », a affronté une vague de départs successifs de ses cadres dirigeants dans les mois précédant le scrutin de mai et payé le prix de sa participation au gouvernement de centre-droit de Krišjānis Kariņš.

Dans plusieurs cas, les partis populistes du centre ont également connu la sanction du pouvoir. En Estonie, le Parti du centre (EK) réunit 14,4 % des voix et recule de 8,6 points par rapport aux législatives de mars 2019, affrontant le mécontentement de son électorat modéré face à l'entrée au gouvernement des populistes nationalistes du Parti populaire conservateur (EKRE) de Mart Helme. En République tchèque, l'ANO subit elle aussi les effets des multiples affaires autour de son leader, le très controversé Andrej Babiš : le parti au pouvoir obtient 21,2 % des exprimés, en repli de 8,4 points au regard de son score aux législatives d'octobre 2017. En Bulgarie, enfin, le Parti des citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) de Boïko Borissov au pouvoir en coalition avec les nationaux-populistes des Patriotes unis depuis mars 2017 perd 2 points par rapport aux dernières législatives, mais conserve toutefois sa position dominante au sein du jeu national bulgare avec 30,9 % des suffrages.

Ce repli touche d'autres formations populistes d'Europe orientale. Ainsi, le mouvement des Gens ordinaires (OLaNO) ou le parti Liberté et Solidarité (SaS) en Slovaquie. Le premier abandonne 6,1 points par rapport aux législatives de mars 2016 et réunit 5,3 % des voix (1 siège). Le parti de Richard Sulík recueille pour sa part 9,6 % des suffrages contre 12,2 % en mars 2016. Notons que ce recul des populistes centristes en Slovaquie s'inscrit plus largement dans un mouvement de reflux de l'ensemble des acteurs populistes dans le pays, qu'il s'agisse de la gauche populiste du SMER au pouvoir ou des droites radicales, à l'image du parti national (SNS) ou du Sme Rodina.

En Pologne, le Kukiz'15 chute à 3,7 % des suffrages. Le parti de Pawel Kukiz avait fait son entrée dans le jeu politique national à l'occasion des législatives d'octobre 2015, réunissant 8,8% des exprimés. En Lituanie, le parti Ordre et Justice (TT) ne parvient pas à capitaliser sur son opposition au gouvernement de centre-droit et perd 2,7 points par rapport aux législatives d'octobre 2016, avec 2,6 % des voix. Le reflux du TT semble avoir profité au Parti du travail (DP) : le mouvement du millionnaire d'origine russe Viktor Uspaskich réunit 9 % des suffrages et progresse de 4,2 points par rapport à sa performance des dernières législatives. En Croatie, la baisse d'audience des partis populistes centristes touche les deux petites formations du Parti du travail et de la Solidarité (BM 365) et du Bouclier humain (ZZ). Le mouvement de Milan Bandić recule de deux points par rapport aux législatives de septembre 2016 et obtient 2 % des voix aux européennes de mai. De son côté, le ZZ se maintient à son niveau des dernières législatives, en très léger repli, avec 5,7 % des exprimés.

À l'Ouest, enfin, le Mouvement 5 étoiles (M5S) italien sort grand perdant du scrutin européen de mai dernier. Avec 17,1 % des suffrages, le parti de Luigi Di Maio ne perd pas moins de 15,6 points au regard de son score aux élections législatives de mars 2018 où il était arrivé en tête, et confirme les mauvaises performances enregistrées dans toute une série d'élections locales³⁰. Le M5S paie directement le prix de son alliance avec la Ligue de

Matteo Salvini et de son incapacité à mettre en œuvre certaines de ses promesses sociales phares depuis son accession au pouvoir. En mai 2019, le mouvement retrouve 37 % à peine de ses électeurs de 2018 : 14 % se sont portés sur la Ligue et plus d'un sur quatre a choisi de ne pas participer au scrutin³¹.

30. À l'image des revers subis aux élections régionales dans les Abruzzes ou en Sardaigne en février 2019.

31. « Elezioni Europee 2019 - Analisi post-voto », Ipsos, 27 mai 2019.

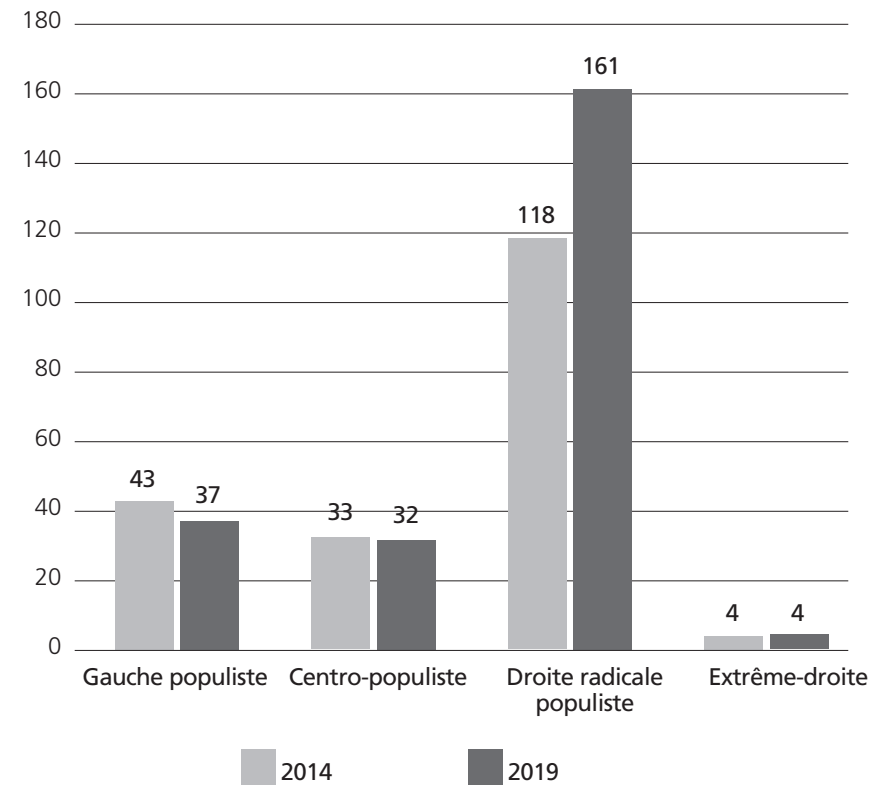
QUEL POIDS POUR LES POPULISMES EN EUROPE ?

Au total, les partis populistes – toutes tendances confondues – ont réuni 234 sièges en mai 2019, soit près d'un tiers (31,2 %) des sièges au sein du Parlement européen. La progression est nette par rapport à 2014 où les forces populistes dans leur ensemble avaient totalisé 198 sièges (26,4 %). Pour l'essentiel, ces gains sont attribuables à la droite radicale dont les effectifs passent de 118 à 161 élus (cf. figure 2). En regard, le poids du centro-populisme demeure relativement stable autour de 32-33 sièges tandis que la gauche populiste accuse, elle, un recul de 6 sièges, passant de 43 à 37 élus entre 2014 et 2019.

Notons, pour terminer, les effets de distorsion induits par la taille différentielle des représentations nationales au Parlement de Strasbourg. En 2019, les apports les plus significatifs sont ceux notamment de la Ligue de Matteo Salvini en Italie qui gagne 23 sièges par rapport à son score de 2014, de l'AfD allemande avec 11 élus (contre 4 en 2014) ou du PiS polonais avec un total de 27 sièges. Le Brexit Party – successeur de l'UKIP – et le RN en France contribuent de manière substantielle avec respectivement 29 et 22 élus.

FIGURE 2

Total des sièges obtenus par les partis populistes au Parlement européen en 2014 et en 2019



Notes : en 2014, l'extrême droite était représentée par Aube dorée (Grèce), 3 sièges et le NPD allemand, 1 siège ; en 2019, les 4 sièges d'extrême droite se répartissent entre Aube dorée, 2 sièges, et Kotleba-L'SNS en Slovaquie, 2 sièges.

La droite radicale populiste est entendue au sens large ici, incluant les conservateurs du Fidesz en Hongrie et du PiS en Pologne, ainsi que le Brexit Party pour comparaison avec l'UKIP en 2014.

Source : Parlement européen, calculs de l'auteur.

Voir tableaux A.1 à A.4 pour le détail des partis en 2019 et 2014.

UNE FAMILLE POLITIQUE ÉCLATÉE

En dépit d'un poids politique sans précédent, d'importantes lignes de fracture idéologiques structurent encore l'espace populiste européen et empêchent la constitution d'une « internationale » populiste qui rassemblerait l'ensemble de ces mouvements. Si certains États membres, à l'image de la Grèce, de la Slovaquie, de la République tchèque ou, plus récemment, de l'Italie, ont vu se mettre en place un « arc populiste » alliant des forces populistes de gauche, du centre et de droite, une opposition fondamentale demeure entre ces divers acteurs.

À droite, le populisme du RN, de la Ligue ou du Fidesz s'articule, nous l'avons souligné, avec un nationalisme exclusif, autoritaire et xénophobe, diamétralement opposé aux valeurs inclusives, universalistes et libertaires qui continuent de dominer l'idéologie de la gauche populiste européenne. Cet antagonisme se retrouve dans les préférences et les attitudes des électeurs populistes : s'ils se rejoignent sur la critique des élites, de la construction européenne et de la globalisation, notamment, les électeurs populistes de gauche et de droite se situent encore cependant aux pôles opposés de l'axe idéologique sur les enjeux sociétaux ou sur l'immigration, quand bien même ces différences tendent désormais à s'atténuer.

La prépondérance du nationalisme autoritaire à droite de l'échiquier politique distingue également des partis tels que la Ligue, le RN ou le FPÖ des populismes centristes d'Europe orientale, dont l'idéologie est moins fortement marquée par le nationalisme xénophobe. La critique des élites et de la corruption reste le thème majeur des centro-populistes, un agenda qui entre en résonance avec le programme de réforme démocratique porté par les centristes et les libéraux à l'ouest de l'ancien rideau de fer. Plusieurs mouvements populistes du centre tels que l'ANO tchèque, le Parti du centre (EK) en Estonie ou le petit Parti du travail (DP) lituanien sont de fait affiliés au groupe libéral Renew Europe aux côtés des élus français de LREM, du FDP allemand ou des Lib Dems britanniques.

Des divisions existent en outre au sein des différentes familles populistes elles-mêmes. Au centre, les populistes se distribuent dans plusieurs groupes : chez les libéraux de Renew Europe, chez les eurosceptiques des Conservateurs et réformistes européens (CRE) pour Liberté et Solidarité (SaS) en Slovaquie ainsi que chez les conservateurs du Parti populaire européen (PPE) à l'image du GERB en Bulgarie ou d'OLaNO-Gens ordinaires en Slovaquie.

À gauche, une tentative de fédérer les mouvements populistes s'était esquissée en avril 2018 au sein de l'alliance « Maintenant le Peuple » autour de Jean-Luc Mélenchon et des leaders de Podemos, du Bloc de gauche (BE) portugais, du Parti de gauche suédois (V), de la Liste de l'unité – les Rouges et Verts (Enhl) au Danemark et de l'Alliance de gauche (VAS) en Finlande. Ces divers partis s'étaient rapprochés sur une plateforme commune de rejet de l'orthodoxie budgétaire et des politiques d'austérité, de promotion de la démocratie participative et de l'écologie. Ils n'ont cependant pas été en mesure d'avancer un projet de groupe commun à l'issue du scrutin de mai dernier et ont tous rejoint le Groupe confédéral de la gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL).

Un tel éclatement des forces populistes est visible, surtout, à droite du spectre politique où les différents acteurs peinent encore à se rassembler. En 2019, les principaux protagonistes de la droite radicale populiste paneuropéenne n'ont pu éviter une nouvelle fois un éparpillement sur plusieurs des groupes parlementaires.

Pour l'essentiel, les mouvements de droite populiste sont réunis au sein du nouveau groupe Identité et Démocratie (ID) autour de Matteo Salvini et Marine Le Pen. L'ID montre une croissance en sièges importante en réunissant 73 élus en 2019 contre 36 pour l'ancien groupe Europe des nations et des libertés (ENL). Quatrième groupe en taille, l'ID se situe derrière les Verts européens (74 sièges). Lui ont manqué les sièges de plusieurs de ses alliés potentiels tels que Volya en Bulgarie, Sme Rodina (Nous sommes une famille) en Slovaquie, la Nouvelle Droite (Nea Dexia) en Grèce ou le PVV néerlandais de Geert Wilders, qui tous ont échoué aux portes du Parlement de Strasbourg. Dans sa géométrie actuelle, toutefois, le groupe ID reste très fortement tributaire des

trois « poids lourds » que sont la Ligue en Italie, le RN français et l'AfD allemande, qui représentent à eux seuls plus de 80 % de ses sièges.

À droite, le populisme se distribue également dans le groupe eurosceptique des Conservateurs et réformistes européens (CRE). Ce dernier recule à 62 sièges en 2019 contre 77 en 2014, du fait notamment du départ de certains partis de droite populiste tels que le DF danois ou les Vrais Finlandais (PS) vers le nouveau groupe Identité et Démocratie. Le CRE accueille cependant plusieurs des nouvelles forces populistes de droite, à l'image des Frères d'Italie ou du Forum pour la démocratie (FvD) de Thierry Baudet aux Pays-Bas. Le PiS polonais y occupe désormais une position dominante avec 27 sièges. Emportés par la crise du Brexit, les conservateurs britanniques abandonnent en effet leur leadership et ne réunissent au final que 4 sièges contre 18 dans le parlement sortant. La perspective de sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni marque également la fin de l'ancien groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) où siégeaient notamment l'UKIP britannique, l'AfD allemande et le M5S italien.

Enfin, en dépit de multiples appels du pied de la part de Matteo Salvini et de Marine Le Pen, le Fidesz hongrois reste pour l'heure au sein du Parti populaire européen (PPE), où il apparaît en position de force après une victoire écrasante avec 52,6 % des voix et 13 élus, faisant du parti de Viktor Orbán le troisième pourvoyeur en sièges derrière les conservateurs allemands de la CDU/CSU (29 élus) et les libéraux-conservateurs polonais de Plateforme civique (PO) (17 sièges).

Le choix de Viktor Orbán de demeurer au sein du PPE éclaire certaines des lignes de fracture qui traversent les droites populistes européennes. Le principal écueil sur la route de l'unification des populismes de droite tient à la contradiction forte qui existe entre la défense par tous ces acteurs de la souveraineté et de leurs intérêts nationaux contre l'Union européenne, et leur tentative de jeter les bases d'une alliance transnationale durable.

Par le passé, plusieurs tentatives de fédérer les droites nationalistes européennes ont échoué de ce fait même d'intérêts divergents. En dépit d'un

même discours anti-immigration et anti-Union européenne, ces mouvements s'opposent aujourd'hui sur la gestion des flux migratoires ou le budget européen notamment. Peu nombreux sont les leaders populistes véritablement disposés à répondre aux exigences de Matteo Salvini en matière de partage de l'accueil des réfugiés. Un clivage se dessine entre les populistes des pays « riches » du Nord qui contribuent le plus au budget de l'Union européenne, et leurs homologues des pays bénéficiaires à l'est de l'Europe. Lors de la précédente législature, les populistes ont globalement peu voté et lorsqu'ils l'ont fait, ils ont souvent fait preuve d'une absence manifeste de cohésion.

Le scandale du FPÖ en Autriche a rappelé, en outre, l'importance des liens idéologiques et financiers qu'entretiennent plusieurs leaders des droites populistes européennes avec le Kremlin, à l'image de Heinz-Christian Strache, de Matteo Salvini, de Marine Le Pen ou de Viktor Orbán en Hongrie. La russophilie affichée par ces derniers passe encore mal auprès des populistes du nord de l'Europe, de Pologne ou des États baltes, qui demeurent historiquement méfiants face à toute forme d'ingérence de la Russie.

Il faut signaler également certaines divergences de vue sur les enjeux sociétaux et les valeurs traditionnelles, qui correspondent aussi à l'hétérogénéité de la base électorale du populisme de droite. En Europe orientale et centrale, ce dernier demeure marqué par un fort attachement aux valeurs chrétiennes. Ces thèmes sont aujourd'hui assez largement repris par Matteo Salvini en Italie, qui tente un rapprochement stratégique avec l'Église catholique et place la Ligue sur des positions social-conservatrices.

À l'inverse, d'autres leaders de la droite populiste européenne ont repris à leur compte certaines valeurs libérales, plus progressistes en matière sociale, souvent utilisées par ailleurs comme justification de leur opposition à un Islam dénoncé comme « rétrograde » et qui constituerait une menace pour les valeurs démocratiques et les droits fondamentaux, notamment ceux des femmes. Aux Pays-Bas, en Suède ou en Autriche, la défense des principes libéraux est au cœur du discours du PVV, des Démocrates suédois ou du FPÖ. En France, cette instrumentalisation des valeurs libérales et de la laïcité s'inscrit directement dans la stratégie de dédramatisation et la prise

de distance de Marine Le Pen avec certains thèmes historiques du FN, tel l'avortement.

Se posent enfin des questions relatives au leadership, aux équilibres internes de la droite populiste et à l'image véhiculée par les divers partenaires. Son succès sur la scène politique italienne a assuré en mai 2019 un rôle prépondérant à Matteo Salvini dans la constitution du nouveau groupe Identité et Démocratie, le chef de file de la Ligue bénéficiant en outre à l'époque de sa présence au gouvernement. Ce déficit de crédibilité gouvernementale continue, on le sait, d'affaiblir Marine Le Pen sur la scène européenne et la présidente du RN est encore jugée infréquentable par certains leaders populistes, à l'image de Viktor Orbán notamment.

POUVOIR D'INFLUENCE PLUS QUE MINORITÉ DE BLOCAGE

De manière générale, la division des forces populistes limite leur capacité à se constituer en véritable minorité de blocage ou d'obstruction au sein du Parlement européen. Les quatre principaux groupes proeuropéens du PPE, des sociaux-démocrates, des libéraux et des Verts conservent une majorité confortable de 518 sièges. Par ailleurs, en dépit de leur plus forte présence, les populistes ont pour l'heure échoué à ravir la présidence d'une des commissions parlementaires chargées de la préparation des textes législatifs européens³².

Le poids des forces populistes au sein du Parlement européen représente cependant un challenge pour les institutions de l'Union européenne et, plus généralement, pour l'ensemble des États membres qui sont aujourd'hui confrontés au succès de ces mouvements.

32. Jean-Pierre Stroobants et Sophie Petitjean, « UE : le cordon sanitaire contre les candidats d'extrême droite reste solide au Parlement », *Le Monde*, 13 juillet 2019.

Le Parlement européen offre incontestablement une tribune privilégiée aux populismes de tous bords et une caisse de résonance pour leurs discours nationalistes et anti-establishment. La présence de ces partis au sein de l'hémicycle leur fournit, en outre, un ensemble de ressources financières souvent essentielles à la survie de mouvements par ailleurs faiblement structurés et organisés, ainsi que l'ont démontré récemment les révélations concernant les assistants parlementaires du RN français tout au long de la précédente législature³³.

Le populisme représente, de plus, nous l'avons souligné, une force importante de polarisation idéologique, profondément antagoniste de la culture de consensus et de recherche de compromis qui domine traditionnellement la politique européenne et la régulation des intérêts partisans et nationaux au sein de l'Union européenne. La fragmentation du jeu politique européen et la perte de majorité des grands blocs du PPE et des S&D impose la recherche de nouvelles alliances, notamment avec les libéraux et les écologistes, qui pourrait renforcer un peu plus cette polarisation entre les principaux acteurs *mainstream* et leurs challengers populistes radicaux aux deux extrêmes du spectre partisan. La confirmation en juillet 2019 de la nomination d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission a témoigné déjà de certaines des divisions qui se font jour au sein des principaux groupes. En octobre 2019, ces tensions sont apparues plus clairement encore autour du rejet par les eurodéputés de la nomination comme commissaire de Sylvie Goulard, ancienne ministre des Armées d'Emmanuel Macron³⁴.

Au-delà des aspects institutionnels, les effets produits par la présence des partis populistes sont souvent des effets indirects au travers de la pression que ces mouvements font peser sur les débats publics, sur l'agenda politique et, au final, sur certains des choix opérés par les grandes formations de gouvernement. Cet effet de « contagion » programmatique a été très tôt mis

33. Lucie Soullier et Simon Piel, « Affaire des assistants parlementaires européens : le RN piégé par ses messages », *Le Monde*, 14 juin 2019.

34. Virginie Malingre, « Commission européenne : l'échec de Sylvie Goulard, camouflet pour Emmanuel Macron », *Le Monde*, 11 octobre 2019.

en lumière dans des pays tels que la France et l'Autriche, confrontés à la pression de la droite radicale dès le milieu des années 1980. À droite, notamment, la politisation par les populistes des questions migratoires a profondément transformé depuis de nombreuses années la nature des débats et des perceptions relatives aux réfugiés, à l'immigration, au terrorisme et à l'islam, au niveau national et, plus récemment, à l'échelle de l'Union européenne. Beaucoup de partis conservateurs et libéraux ont engagé un mouvement significatif de durcissement sur les enjeux phares de l'immigration et de la sécurité, le plus souvent sous la menace électorale des populistes.

VERS UNE ALLIANCE DES DROITES EUROPÉENNES ?

Ce mimétisme représente sans doute le principal risque dans les années à venir, au niveau de l'Union européenne mais également sur le plan national. Symboliquement, l'annonce très controversée d'un nouveau commissaire européen en charge des migrations, de l'asile, de la sécurité et de la « protection du mode de vie européen » semble d'ores et déjà témoigner de l'influence exercée par la doxa national-populiste sur les orientations de la future commission Von der Leyen. Au-delà des seuls enjeux migratoires, la diffusion des idées et des thèmes populistes pourrait se faire sentir sur les questions relatives à la poursuite de l'intégration ou d'éventuels futurs élargissements, ainsi qu'en a témoigné très récemment le veto français sur l'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord à l'Union européenne, dont on sait qu'elle pourrait constituer un thème de choix pour le Rassemblement national de Marine Le Pen.

N'oublions pas que la diffusion du populisme sur la scène européenne correspond aussi à la réalité de la consolidation du phénomène et l'accès des populistes de droite au pouvoir dans divers États membres. En Italie, l'arrivée au gouvernement de la Ligue en 2018 s'est immédiatement traduite par un ensemble de mesures restrictives sur l'immigration ou la présence des Roms. L'évolution récente de pays tels que la Pologne, la Hongrie, la Roumanie ou

la Slovaquie atteste d'une dérive « illibérale » et d'une « régression démocratique » qui contribuent à affaiblir un peu plus les outils institutionnels de sauvegarde des normes et des valeurs libérales qui demeurent consubstantielles du projet européen. La présence de chefs de gouvernement populistes tels que Viktor Orbán en Hongrie, Andrej Babiš en République tchèque ou Mateusz Morawiecki en Pologne risque de se faire sentir avec force au sein du Conseil européen, en particulier dans l'hypothèse d'un éventuel retour de Matteo Salvini aux affaires en Italie en cas d'échec de l'alliance fragile du Parti démocrate et du Mouvement 5 étoiles.

Enfin, la recomposition du groupe Identité et Démocratie (ID) constitue un pas supplémentaire vers une plus grande « respectabilité » et un glissement vers le centre de l'échiquier politique, avec l'arrivée notamment des populistes scandinaves et des conservateurs de l'EKRE en Estonie, moins marqués traditionnellement à l'extrême droite³⁵. Depuis le milieu des années 1990, l'euroscpticisme est une composante majeure de l'offre programmatique des droites radicales populistes, liée à leur opposition à l'immigration et au « cosmopolitisme » supposé des élites bruxelloises. D'une manière générale, cependant, on a assisté au cours de la période récente à un mouvement de recentrage au sein de la galaxie populiste européenne et à la modération des discours eurosceptiques. En Italie ou en Autriche, après leur accession au pouvoir, la Ligue et le FPÖ ont tempéré leurs diatribes contre l'Europe « totalitaire » et renoncé de fait à toute sortie de l'euro ou de l'Union européenne. En France, le second tour de la présidentielle de 2017 a marqué l'abandon par le RN de son projet de sortie de l'euro. Depuis, le parti de Marine Le Pen a adopté une ligne très ambivalente sur l'Europe et demeure encore très flou sur ses objectifs véritables.

35. En cela, l'ID a certainement bénéficié des efforts de Matteo Salvini pour ouvrir l'ancien groupe ENL à de nouveaux partenaires, au travers notamment de son alliance pour « L'Europe du bon sens » (Verso l'Europa del Buonsenso) lancée en avril 2019. De son côté, le Rassemblement national français s'était surtout rapproché de formations nationalistes pour former une « Union des Nations européennes », à l'image du SPD de Tomio Okamura en République tchèque, de l'ancien leader du KNP polonais, Michał Marusiak, du parti populiste et nationaliste Volya en Bulgarie, de la Nouvelle Droite (Nea Dexia) de Failos Kranidiotis en Grèce ou du nouveau venu de la scène politique espagnole, Vox.

Ce recentrage et la modération stratégique de leur discours europhobe traditionnel par des partis tels que le RN, la Ligue ou le FPÖ témoignent du mouvement de *mainstreaming* du national-populisme en Europe. L'institutionnalisation du populisme de droite au cœur des systèmes politiques européens rappelle le travail important que ces acteurs ont entrepris pour se façonner une image plus « acceptable », sous l'impulsion souvent de nouveaux leaders plus jeunes, à l'image de Heinz-Christian Strache, Marine Le Pen, Jimmie Åkesson ou Matteo Salvini. Ce travail sur l'identité leur a ouvert plus largement les portes du pouvoir. S'il est encore trop tôt pour évaluer les effets du virage stratégique que nombre de ces partis ont pris récemment sur la question européenne, cette modération du discours eurosceptique participe indubitablement de cette volonté de se rapprocher un peu plus encore du cœur du jeu politique.

Avec, désormais, pour objectif ultime la conquête du pouvoir. À l'image du RN français, les populistes contemporains ambitionnent aujourd'hui de sortir du carcan protestataire dans lequel ils ont été enfermés depuis de nombreuses années. À l'exception des quelques rares exécutifs dominés par les populistes seuls, l'accès au gouvernement passe par l'alliance avec les partis traditionnels, principalement à droite de l'échiquier politique. La droitisation de nombreux partis conservateurs sur les questions migratoires et identitaires, d'une part, et le processus de « dédiabolisation » des acteurs populistes, d'autre part, créent une structure d'opportunités particulièrement favorable au rapprochement des droites classiques et populistes tel qu'il s'est opéré en Autriche, en Italie ou aux Pays-Bas, et tel qu'il pourrait se dessiner, demain, en France ou en Europe. Une telle fusion des droites représenterait incontestablement un défi d'une tout autre ampleur pour l'Union européenne et ses États membres.

LES TROIS « R » DU POPULISME GLOBAL

Au cours de la décennie qui vient de s'écouler, le populisme s'est imposé comme une force globale qui touche aujourd'hui la plupart des continents³⁶. Ce succès du populisme s'inscrit dans un ensemble de transformations profondes des sociétés contemporaines, en réponse aux changements politiques, économiques et culturels qui ont affecté les régimes démocratiques depuis plusieurs décennies.

Le phénomène populiste s'appréhende à l'aune des trois « R » que sont la redistribution, la reconnaissance et la représentation. Le populisme pose en premier lieu la question du partage des richesses face au creusement des inégalités et au sentiment croissant d'insécurité économique. La crise de 2008 a révélé et accentué les effets de la mondialisation auprès des groupes sociaux les plus fragiles et les plus exposés aux conséquences de l'ouverture internationale et de la modernisation.

À cette dimension matérielle s'ajoute le sentiment d'une perte de statut face aux changements de valeurs et de modes de vie traditionnels, ou à l'immigration et au développement des sociétés multiculturelles. La peur de la relégation sociale trahit ainsi un profond besoin de reconnaissance d'individus confrontés à ces bouleversements culturels, marginalisés par les élites et la culture dominante, devenus, ainsi que l'évoque la sociologue américaine Arlie Hochschild, des « étrangers dans leur propre pays »³⁷. De

36. Pour un panorama très complet, voir l'ouvrage récent : Alain Dieckhoff, Christophe Jaffrelot et Elise Massicard (dir.) *L'Enjeu mondial. Populismes au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

37. Arlie R. Hochschild, *Strangers in Their Own Land*, New York, The New Press, 2016.

tels sentiments se diffusent aujourd'hui au sein de classes moyennes « pressurées », confrontées à un déclin de niveau de vie et de statut, inquiètes de leur avenir et d'une mobilité sociale perçue comme descendante³⁸.

Enfin, les inquiétudes qui continuent de s'exprimer dans de vastes secteurs des électorats occidentaux alimentent la crise contemporaine de représentation des acteurs traditionnels de gouvernement, là même où le pacte de confiance entre élites et citoyens est devenu plus fragile. Politiquement, le populisme se nourrit de l'érosion des fonctions représentatives des grands partis. Partout, les tribuns populistes prétendent revitaliser l'élément populaire des régimes démocratiques modernes au travers de leur utopie d'un pouvoir immédiat du peuple souverain, libéré de toute entrave.

À l'image d'un Donald Trump aux États-Unis, la droite radicale constitue indéniablement aujourd'hui la force dominante du populisme en Europe et au-delà³⁹. Cette prépondérance s'explique précisément par la capacité du populisme de droite d'articuler une offre politique alternative en réponse aux grandes transformations économiques et culturelles contemporaines. Le rejet de l'immigration, la défense de l'identité nationale, les politiques sociales réservées aux « natifs », la critique des élites, le chauvinisme économique et le souverainisme protectionniste sont au cœur de l'agenda national-populiste mondial. Ces thèmes trouvent leur chemin dans l'espace politique et entrent en forte résonance avec les frustrations économiques, les anxiétés culturelles et la défiance politique qui se sont développées au sein des électorats occidentaux, laissant entrevoir la perspective d'un populisme de droite durablement installé dans le paysage politique global.

38. Joan C. Williams, *White Working Class: Overcoming White Cluelessness in America*, Cambridge (MA),

39. Pour un panorama complet, voir Gilles Ivaldi, *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2019.

ANNEXES

RÉSULTATS DES PARTIS POPULISTES AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019

TABLEAU A1

Gauche populiste

Pays	Parti	Sigle	Nom	Type	% 2019	Sièges 2019	Groupe PE	Diff. 2019-2014
Allemagne	Die Linke	Die Linke	La Gauche	Gauche populiste	5,5	5	GUE/NGL	-1,8
Chypre	Symmachía Politón	SYPOL	Alliance des citoyens	Gauche populiste	3,3	0		-3,
Danemark	Enhedslisten – De Rød-Grønne	Enhl., Ø	Liste de l'unité – les Rouges et Verts	Gauche populiste	5,5	1	GUE/NGL	-2,6
Espagne	Podemos	Podemos	Nous pouvons	Gauche populiste	10,1	6	GUE/NGL	-7,9
Finlande	Vasemmistoliitto	VAS	Alliance de gauche	Gauche populiste	6,9	1	GUE/NGL	-2,4
France	La France insoumise	LFI	La France insoumise	Gauche populiste	6,3	6	GUE/NGL	-0,3
Grèce	Synaspismós Rizospastikís Aristerás	SYRIZA	Coalition de la gauche radicale	Gauche populiste	23,8	6	GUE/NGL	-0,7
Grèce	Plefsi Eleftherias	PE	Trajet de liberté	Gauche populiste	1,6	0		
Grèce	Laïkí Enótita	LAE	Unité populaire	Gauche populiste	0,6	0		
Grèce	Kommounistikó Kómma Elládas	KKE	Parti communiste de Grèce	Gauche populiste	5,4	2	NI	-0.8
Irlande	Sinn Féin	SF	Nous-mêmes	Gauche populiste	11,7	1	GUE/NGL	-7,8
Pays-Bas	Socialistische Partij	SP	Parti socialiste	Gauche populiste	3,4	0		-6,2
Portugal	Bloco de Esquerda	BE	Bloc de gauche	Gauche populiste	9,8	2	GUE/NGL	+5,3
Portugal	Coligação Democrática Unitária, PCP-PEV	CDU	Coalition démocratique unitaire	Gauche populiste	7,4	2	GUE/NGL	-5,8
République tchèque	Komunistická strana Čech a Moravy	KS M	Parti communiste de Bohême et Moravie	Gauche populiste	6,9	1	GUE/NGL	-4,1
Roumanie	Uniunea National pentru Progresul României	UNPR	Union nationale pour le progrès de la Roumanie	Gauche populiste	0,6	0		-3,1
Slovaquie	SMER – sociálna demokracia	SMER-SD	SMER-Social Démocratie (Direction)	Gauche populiste	15,7	3	S&D	-8,4
Slovénie	Koalicija Združena levice	Levica	La Gauche	Gauche populiste	6,3	0		+0,8
Suède	Vänsterpartiet	V	Parti de gauche	Gauche populiste	6,8	1	GUE/NGL	+0,5

TABLEAU A2

Droite radicale populiste

Pays	Parti	Sigle	Nom	Type	% 2019	Sièges 2019	Groupe PE	Diff. 2019-2014
Allemagne	Alternative für Deutschland	AfD	Alternative pour l'Allemagne	Droite populiste	11,0	11	ID	+4
Autriche	Freiheitliche Partei Österreichs	FPÖ	Parti de la liberté d'Autriche	Droite populiste	17,2	3	ID	-2,5
Belgique	Vlaams Belang	VB	Intérêt flamand	Droite populiste	12,1	3	ID	+8
Belgique	Parti populaire	PP	Parti populaire	Droite populiste	1,7	0		-0,5
Bulgarie	Nacionalno Obединение Ataka	ATAKA	Union nationale Attaque	Droite populiste	1,1	0		-1,9
Bulgarie	Natzionalen Front Spasenie na Bulgaria	NFSB	Front national pour le salut de la Bulgarie	Droite populiste	1,2	0		-2
Bulgarie	VMRO - Bălgarsko nacionalno dviženie	VMRO-BND	VMRO - Mouvement national bulgare	Droite populiste	7,4	2	CRE	-3,3
Bulgarie	Воля	Volya	Volonté	Droite populiste	3,6	0		
Danemark	Dansk Folkeparti	DF	Parti du peuple danois	Droite populiste	10,8	1	ID	-15,8
Espagne	Vox	Vox	Vox	Droite populiste	6,2	3	CRE	+4,6
Estonie	Eesti Konservatiivne Rahvaerakond	EKRE	Parti populaire conservateur d'Estonie	Droite populiste	12,7	1	ID	+8,7
Finlande	Perussuomalaiset	PS	Vrais Finlandais	Droite populiste	13,8	2	ID	+1,2
Finlande	Sininen tulevaisuus	SIN	Réforme bleue	Droite populiste	0,3	0		
France	Rassemblement national	RN	Rassemblement national	Droite populiste	23,3	22	ID	-1,7
France	Les Patriotes	Les Patriotes	Les Patriotes	Droite populiste	0,7	0		
France	Debout la France	DLF	Debout la France	Droite populiste	3,5	0		-0,3
Grèce	Ανεξάρτητοι Έλληνες / Anexártiti Éllines	ANEL	Grecs indépendants	Droite populiste	0,8	0		-2,7
Grèce	Nea Dexia	Nea Dexia	Nouvelle Droite	Droite populiste	0,7	0		
Hongrie	Jobboldali Ifjúsági Közösség -Jobbik Magyarországért Mozgalom	Jobbik	Mouvement pour une meilleure Hongrie	Droite populiste	6,3	1	NI	-8,4

TABLEAU A2

Droite radicale populiste

Pays	Parti	Sigle	Nom	Type	% 2019	Sièges 2019	Groupe PE	Diff. 2019-2014
Hongrie	Fidesz-Magyar Polgári Szövetség	Fidesz	Fidesz-Union civique hongroise	Droite populiste	52,6	13	PPE	+1,1
Italie	Lega	Lega	Ligue	Droite populiste	34,3	28	ID	+28,1
Italie	Fratelli d'Italia	Fdi	Frères d'Italie	Droite populiste	6,5	5	CRE	+2,8
Lettonie	Nacionāla apvienība „Visu Latvījai!” „Tevzemei un Brīvībai/LNN	NA/LNNK	Alliance nationale, tout pour la Lettonie	Droite populiste	16,4	2	CRE	+2,1
Lettonie	No sirds Latvijai	NSL	Du cœur pour la Lettonie	Droite populiste	0,5	0		
Malte	Moviment Patrijotti Maltin	MPM	Mouvement patriotique maltais	Droite populiste	0,3	0		
Pays-Bas	Partij voor de Vrijheid	PVV	Parti pour la liberté	Droite populiste	3,5	0		-9,8
Pays-Bas	Forum voor Democratie	FvD BAUDET	Forum pour la démocratie	Droite populiste	10,9	3	CRE	
Pologne	Koalicja Odnowy							
	Rzeczypospolitej Wolność i Nadzieja, KORWiN	KORWIN-Wolność	Coalition pour la restauration de la liberté et de l'espoir de la république	Droite populiste	4,6	0		-2,7
Pologne	Prawo i Sprawiedliwość	PiS	Droit et Justice	Droite populiste	45,4	27	CRE	+13,6
République tchèque	Svoboda a přímá demokracie	SPD	Liberté et démocratie directe	Droite populiste	9,1	2	ID	+6
Royaume-Uni	UK Independence Party	UKIP	Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni	Droite populiste	3,2	0		
Royaume-Uni	Brexit Party	Brexit Party	Parti du Brexit	Droite populiste	30,5	29	NI	+3,7
Slovaquie	Slovenská národná strana	SNS	Parti national slovaque	Droite populiste	4,1	0		+0,5
Slovaquie	Sme Rodina	Sme Rodina	Nous sommes une famille	Droite populiste	3,2	0		
Slovénie	Slovenska Nacionalna Stranka	SNS	Parti national slovène	Droite populiste	4,0	0		0
Suède	Sverigedemokraterna	SD	Démocrates suédois	Droite populiste	15,3	3	CRE	+5,6

TABLEAU A3

Populisme centriste

Pays	Parti	Sigle	Nom	Type	% 2019	Sièges 2019	Groupe PE	Diff. 2019-2014
Bulgarie	Graždani za evropejsko razvitie na Bălgarija	GERB	Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie	Populisme centriste	30,9	6	PPE	+0,5
Bulgarie	Prezaredi Balgariya	BG	Recharger la Bulgarie	Populisme centriste	0,2	0		
Croatie	Živi zid	ZZ	Bouclier humain	Populisme centriste	5,7	1	NI	
Croatie	Bandić Milan 365 - Stranka rada i solidarnosti	BM 365	Bandić Milan 365 - Parti du travail et de la solidarité	Populisme centriste	2	0		
Estonie	Eesti Keskerakond	EK	Parti du centre d'Estonie	Populisme centriste	14,4	1	Renew Europe	-8,0
Italie	Movimento 5 Stelle	M5S	Mouvement 5 étoiles	Populisme centriste	17,1	14	NI	-4,1
Lettonie	Kam pieder valsts?	KPV-LV	Qui est propriétaire de l'État ?	Populisme centriste	0,9	0		
Lituanie	Tvarka ir teisingumas	TT	Ordre et Justice	Populisme centriste	2,6	0		-11,7
Lituanie	Darbo Partija	DP	Parti du travail	Populisme centriste	9	1	Renew Europe	-3,4
Pologne	Kukiz'15	Kukiz'15	Kukiz'15	Populisme centriste	3,7	0		
République tchèque	Akce nespokojených občanů	ANO 2011	ANO 2011	Populisme Centriste	21,2	6	Renew Europe	+5,1
Slovaquie	Sloboda a Solidarita	SaS	Liberté et Solidarité	Populisme centriste	9,6	2	CRE	+2,9
Slovaquie	Obyčajní ľudia a nezávislé osobnosti	OL'aNO	Gens ordinaires	Populisme centriste	5,3	1	PPE	-2,3

TABLEAU A4

Extrême droite et nationalistes

Pays	Parti	Sigle	Nom	Type	% 2019	Sièges 2019	Groupe PE	Diff. 2019-2014
Allemagne	Nationaldemokratische Partei Deutschlands	NPD	Parti national-démocrate	Extrême droite	0,3	0		-0,7
Chypre	Ethniko Laiko Metopo	ELAM	Front populaire national	Extrême droite	8,3	0		+5,6
Croatie	Hrvatska Stranka Prava	HSP	Parti croate du droit	Extrême droite	4,4	0		-2,5
Espagne	Falange Española de las JONS	FE-JONS	Phalange espagnole de la JONS	Extrême droite	0,1	0		-0,1
Grèce	Χρυσή Αυγή (Chrysí Avgí)	XA	Association populaire – Aube dorée	Extrême droite	4,9	2	NI	-4,5
Hongrie	Mi Hazánk Mozgalom	MHM	Mouvement « Notre patrie »	Extrême droite	2,6	0		
Portugal	Partido Nacional Renovador	PNR	Parti national rénovateur	Extrême droite	0,5	0		0
République tchèque	Sdružení pro republiku - Republikánská strana Československa	SPR-RSČ	Rassemblement pour la république	Extrême droite	0,2	0		
Slovaquie	Ľudová strana – Naše Slovensko, ĽSNS	KOTLEBA-ĽSNS	Parti populaire « Notre Slovaquie »	Extrême droite	12,1	2	NI	+10,4

QU'EST-CE QUE LE POPULISME ?

Le populisme demeure encore un objet de débat scientifique, mais il est cependant possible d'en dégager certains traits morphologiques caractéristiques⁴⁰.

- L'appel au « peuple » est au cœur de la vision populiste⁴¹. Le peuple des populistes est une communauté symbolique idéalisée, « pure » et homogène, douée de « bon sens ». Il n'existe, pour le populisme, qu'un peuple et un seul, par-delà la diversité des clivages culturels, ethniques ou socioéconomiques qui traversent les sociétés modernes. Le populisme est donc avant tout une idéologie « moniste » en ce sens qu'il nie la pluralité des groupes sociaux pour tenter de leur façonner une identité commune, unique.
- Dans l'imaginaire populiste, ce peuple est systématiquement opposé à l'élite. Le populisme repose sur le principe d'un antagonisme irréductible entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas », qui s'exprime en termes manichéens – le bien contre le mal. L'élite des populistes est décrite comme une « oligarchie » ou une « caste » détentrice du pouvoir politique, économique, culturel ou médiatique, repliée sur elle-même, déconnectée du peuple et sourde à ses revendications et ses attentes « véritables ».
- Face à cette élite « corrompue », le populisme prétend enfin s'arroger le monopole de la représentation du peuple « authentique », se faisant porte-parole des « oubliés », des « gens » ou de la « majorité silencieuse ». Cette expression de la volonté populaire constitue le troisième et dernier pilier fondateur du populisme. Le peuple souverain y est défini comme l'unique acteur légitime et la source ultime et exclusive du pouvoir politique. Sa souveraineté doit pouvoir s'exprimer de manière absolue, sans entraves ni restrictions, rejetant toutes les formes de compromis, de régulation ou de contre-pouvoirs qui pourraient venir contraindre l'expression de la volonté du peuple.

40. Voir l'ouvrage de Cas Mudde et Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, Paris, L'Aube, Fondation Jean-Jaurès, FEPS, 2018.

41. Voir Yves Mény et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple, Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Variétés de populisme	2
Pas de réelle « vague » populiste en mai 2019	7
Un contexte moins favorable	7
Recul de la gauche populiste	10
Un populisme de droite consolidé	14
Le centro-populisme à la baisse	19
Quel poids pour les populismes en Europe ?	22
Une famille politique éclatée	24
Pouvoir d'influence plus que minorité de blocage	28
Vers une alliance des droites européennes ?	30
Les trois « R » du populisme global	33
Annexes	
Résultats des partis populistes aux élections européennes de 2019 ..	35

Réalisation : REFLETS GRAPHICS

JANVIER 2020

Collection dirigée par Gilles Finchelstein
et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, Cité Malesherbes - 75009 Paris

 fondationjeanjaures

 @j_jaures

 fondation-jean-jaures

 www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

www.jean-jaures.org


Fondation
Jean Jaurès